

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 15/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS

ZA du Plégat
12110 Aubin

Références : 12-CARMIN-2026-08
Code AIOT : 0006804416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS implanté Les Carrières 12220 Les Albres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS
- Les Carrières 12220 Les Albres
- Code AIOT : 0006804416
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de micaschiste et d'horthogneiss sise au lieu-dit " Les Carrières", sur la commune des Albres, est autorisée arrêté préfectoral n° 2021-03-05-006 du 05 mars 2021, pour une durée de 30 ans, une production moyenne annuelle de 75 000 t/an et une production maximale de 100 000 t/an.

La carrière était en activité le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.3	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 7.1.2	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 1.2.1	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.1.7.2	Sans objet
5	Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.2.2	Sans objet
6	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.6	Sans objet
7	Préventions des nuisances sonores des vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/05/2021, article 6.3.2	Sans objet
8	Prise en compte de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 8.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La dernière visite sur site a été réalisée en janvier 2022, dans le cadre d'une inspection initiale liée au renouvellement de l'autorisation intervenu en mars 2021. Cette visite n'avait donné lieu à aucune non-conformité.

L'exploitation se situe actuellement à la fin de la phase 1 et entame la phase 2 (du 05/03/2026 au 04/03/2031). Les activités sont menées conformément au plan de phasage prévu.

La visite réalisée ce jour porte sur la gestion de l'exploitation, notamment sur les aspects relatifs aux eaux de ruissellement, au plan topographique, au phasage d'exploitation, au suivi écologique ainsi qu'aux vibrations.

Il convient également de noter que le site est en cours de modernisation, en particulier au niveau des installations de traitement, dont les unités primaire, secondaire et tertiaire ont été renouvelées. L'ancienne installation, désormais mise hors service, est actuellement en cours de démantèlement. Les bâtiments du site, notamment les bureaux et la base de vie sont équipés d'un système de surveillance par caméras.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace, ou tout au dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre à proximité des zones clôturées.
Constats : Le site est entouré d'une clôture rigide et l'installation d'un nouveau portail offrant un niveau de sécurité renforcé, est actuellement en cours. Afin de sécuriser la zone du site située le long de la courbe de la route départementale RD22, un parapet en béton brise-vue est en cours de mise en place. L'intégration paysagère du site est assurée par la présence d'une haie arbustive en bon état, implantée en limite de site, face à la RD22.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Régime des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques de la nomenclature des installations classées

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

RUBRIQUE	RÉGIME	A C T I V I T É (Libellé de la rubrique)	C A P A C I T É A U T O R I S E E	SEUIL

2510-1	A	Exploitation de carrière , à l'exception de celles visées au 5 et 6.	<p>Production moyenne annuelle : 75 000 t/an</p> <p>Production maximale annuelle : 100 000 t/an</p> <p>Quantité totale autorisée : 2,25 millions de tonnes</p>	Sans
2515-1	E	Installations de broyage , concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.	Puissance installée des installations : 839 kW	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux	Superficie de l'aire de transit : 29 000 m ²	La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²

		d a n g e r e u x inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.		
2521-2-b	D	S t a t i o n d'enrobage au bitume de matériaux routiers	Capacité de l'installation : 1000t/j	2. A froid, la capacité de l'installation étant : b) Supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j

Constats :

Les activités de l'exploitation sont conformes à la prescription mentionnée ci-dessus.

Il convient de préciser que les installations de broyage, de concassage et de criblage ont fait l'objet d'un renouvellement (unités mobiles primaire, secondaire et tertiaire), sans modification de la puissance installée au regard du seuil réglementaire. Cette modernisation des équipements permet d'optimiser les déplacements des engins sur le site et de réduire les nuisances sonores.

L'ancienne installation est actuellement en cours de démantèlement ; ces travaux devraient se poursuivre tout au long de l'année 2026.

Les matériaux issus de ce démantèlement sont évacués progressivement, en fonction notamment de l'évolution des cours du métal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.1.7.2

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le[s] borne[s] de nivellement, le piquetage déterminant les zones à préserver,
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 2.1.4 ci-dessus, les zones à préserver associées et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,

- les zones de fronts dont la hauteur est supérieure à 15 mètres,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...

Constats :

Le plan d'exploitation daté de décembre 2025, présenté par l'exploitant, mentionne l'ensemble des prescriptions prévues à l'article précité (bornage, pistes, abords de fouille, zones de fronts, etc.).

L'exploitation entre actuellement dans sa phase 2 (période du 05/03/2026 au 04/03/2031) et le plan présenté apparaît cohérent avec ce phasage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées depoussières pour les activités autorisées par le présent arrêté.

Constats :

La production maximale est fixée à 100 000 tonnes par an. Une surveillance environnementale est mise en œuvre sur le site, reposant sur l'analyse des retombées de poussières selon le principe des jauges OWEN. Cinq points de mesure sont suivis : un point témoin, un point au niveau d'une habitation et trois au niveau de la carrière.

Les campagnes de mesures ont une durée de 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.

Le bilan de l'année 2025 met en évidence un respect des valeurs mesurées inférieures à la limite fixée à 500 mg/m²/jour, pour les jauges n° 1,2,3 et 4, à l'exception de la jauge n°5 qui, lors de la campagne de juillet 2025, a enregistré une valeur supérieure à 600 mg/m²/jour.

Ce dépassement peut s'expliquer par une implantation inadaptée du dispositif de mesure :

- la jauge est positionnée à l'intérieur du site, entre la piste principale de circulation et la route départementale n°22 (à environ 2 m) ;
- elle est installée sur une tige de faible hauteur, correspondant approximativement à la hauteur des roues des engins, ce qui favorise directement des remises en suspension de poussières liées au trafic.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier l'hypothèse d'un positionnement et d'une hauteur de tige de jauge inadaptés, l'exploitant s'engage à modifier l'implantation de la jauge n°5 si la prochaine campagne d'analyses

des retombées de poussières met en évidence des valeurs supérieures au seuil réglementaire. Les résultats des prochaines campagnes d'analyses des retombées de poussières seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Conditions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local, • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. <p>Le volume annuel de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité à 1 000 m³ par an pendant les 15 premières années, puis de 6 000 m³/an à partir de l'année 16 soit 105 000 m³ au total. L'exploitant tient une comptabilité des volumes entrant [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne reçoit pas de matériaux inertes provenant de l'extérieur. Les stériles issus de l'extraction sont en quantité suffisante pour assurer le remblayage nécessaire à la remise en état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche de la centrale d'enrobage, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Deux bassins tampon servant de décanteur, chacun d'une capacité utile de l'ordre de 3 000 litres, sont positionnés en amont du bassin d'infiltration. Le premier bassin tampon collecte les eaux ruisselant depuis le site de la centrale d'enrobage et du quai de chargement des graves émulsions, le site de lavage des gravillons et les pistes aux abords des installations. Ce bassin est équipé d'une vanne d'isolement permettant de contenir</p>

<p>une éventuelle pollution.</p> <p>Le second bassin tampon collecte les eaux de l'ensemble de l'aire inférieure de stockage. Il se rejette en direction d'un séparateur à hydrocarbures placé près de l'entrée du site et dont l'exutoire est dirigé vers le bassin d'infiltration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les eaux de ruissellement sont dirigées vers deux bassins tampons, jouant le rôle de décanteurs.</p> <p>Le premier bassin tampon reçoit les eaux de ruissellement provenant du site de la centrale d'enrobage, du quai de chargement des graves émulsions, des pistes . Il est équipé d'une vanne d'isolement permettant de confiner une éventuelle pollution.</p> <p>Le second bassin tampon collecte les eaux provenant de l'ensemble des zones de stockage. Ces eaux sont ensuite dirigées vers un séparateur à hydrocarbures situé au sud près de l'entrée du site, dont l'exutoire alimente le bassin d'infiltration également situé près de l'entrée du site (fréquence décennale).</p> <p>En fonctionnement normal, l'exploitation de la carrière ne génère aucun rejet dans le milieu extérieur. En cas de situation exceptionnelle, une analyse des eaux évacuées doit être effectuée. Malgré une pluviométrie importante ces dernières semaines, aucun rejet nécessitant une analyse n'a été constaté.</p> <p>Les ouvrages sont facilement accessibles, ce qui permet un entretien courant et toute intervention rapide en cas de pollution accidentelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Préventions des nuisances sonores des vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2021, article 6.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne les vibrations engendrées par les tirs de mines, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées au niveau d'une ou plusieurs constructions avoisinantes. Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques annuelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise en moyenne quatre tirs par an, chacun faisant l'objet d'un contrôle des vibrations.</p> <p>Les contrôles de tirs effectués en 2025, présentés par l'exploitant, montrent le respect du seuil réglementaire, avec une valeur pondérée de 4,1 pour un seuil fixé à 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prise en compte de l'environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2021, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi écologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant reprend dans un document dédié l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi indiquée dans le volet « étude d'impact » (tableau de synthèse joint en annexe) de son dossier pour les phases chantier, d'exploitation et de réaménagement. Ce document est mis à jour afin de tracer le suivi de la mise en œuvre des mesures. En particulier, la mesure de suivi pour l'lot de sénescence et pour le milieu boisé de la frange Est s'accompagne d'un plan de gestion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure le suivi écologique de la faune et de la flore en collaboration avec le bureau d'études en écologie CERMECO. Les mesures ERC ont été respectées. La prochaine campagne de suivi est prévue entre les mois d'avril et de mai 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport qui sera établi par le bureau d'études CERMECO.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>